

Rapport d'Activités 2016



BRIDGE BANK GROUP
CÔTE D'IVOIRE



BRIDGE BANK GROUP

CÔTE D'IVOIRE



Innovation pour un cheminement sûr vers nos ambitions partagées.



Proximité et **symbiose** parfaite entre le client et son banquier pour lui offrir une qualité de service à la hauteur de ses exigences.



Distinction, raffinement et singularité.



Technicité et précision pour répondre au besoin du client.



BRIDGE BANK GROUP
CÔTE D'IVOIRE



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2016



SOMMAIRE

I. ACTIONNARIAT, CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITE DE DIRECTION	P.6
Actionnariat	P.6
Conseil d'Administration	P.6
Comité de Direction	P.6
II. MESSAGE DU PRESIDENT	P.7
III. COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2016	P.8
IV. PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES	P.15
V. ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2016	P.17
Bilan et hors bilan au 31 décembre 2016	P.17
Compte d'exploitation au 31 décembre 2016	P.20

I. ACTIONNARIAT, CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITE DE DIRECTION

I.1 Actionnariat

ACTIONNAIRES	POURCENTAGE
Bridge Group West Africa (BG WA)	96.47%
Divers actionnaires personnes physiques	3.53%
TOTAL	100%

I.2. Conseil d'Administration

PRÉNOM ET NOM	FONCTION
M. AMADOU KOUYATE	PRESIDENT
BRIDGE GROUP WEST AFRICA représentée par M. JEAN-CHARLES BESSE	ADMINISTRATEUR
M. PAUL DERREUMEUX	ADMINISTRATEUR
M. YIGO FALY THIAM	ADMINISTRATEUR
M. JEAN-PIERRE CARPENTIER	ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GENERAL
EL HADJ AMADOU GUEYE	ADMINISTRATEUR
M. BIRANE WANE	ADMINISTRATEUR
M. OUMAR SOW	ADMINISTRATEUR
M. HICHEM GHANMI	ADMINISTRATEUR

I.3. Comité de Direction

PRÉNOM ET NOM	FONCTION
M. JEAN-PIERRE CARPENTIER	DIRECTEUR GENERAL
M. OSMANE HAMZA	DIRECTEUR GENERAL ADJOINT
M. MOHAMED HAMZA	DIRECTEUR BANQUE ENTREPRISES
M. FRANCK-XAVIER N'GUESSAN	DIRECTEUR FINANCE ET TRESORERIE
M. RAHOUDA ZOROM	DIRECTEUR RISQUE ET JURIDIQUE
M. PATRICE N'ZI	DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES
M. AZIZ SARR	DIRECTEUR DU RESEAU ET DES PARTICULIERS
M. HENRI DATIE	DIRECTEUR DES MOYENS ET DU DEVELOPPEMENT
M. KADER DIALLO	DIRECTEUR AUDIT CONTROLE ET CONFORMITE

Message du Président

BBG CI vient de boucler, en 2016, ses dix premières années d'existence. Ce fut un parcours long, difficile, parsemé d'exigences, d'épreuves et d'obstacles de toutes natures (réglementaire, concurrentielle, systémique...) qu'il a fallu surmonter. Pour y faire face, la banque a dû s'appuyer, durant ces années, sur ses principaux atouts que sont :

- la qualité, la motivation et l'efficacité de ses ressources humaines,
- la capacité de son équipe dirigeante à fédérer les énergies et à mobiliser le personnel, en vue de la réalisation des objectifs fixés,
- l'appui, sans faille, de son actionnariat.

Les résultats obtenus, à l'issue de cette période, sont éloquentes et l'exercice 2016 confirme, voire amplifie, la croissance entamée, déjà, les années précédentes. Les principaux indicateurs poursuivent leur progression, par rapport à 2015 dans des proportions satisfaisantes :

- Produit Net Bancaire : + 23.5%
- Résultat net : + 17.5%
- Total Bilan : + 10.3% avec un coefficient d'exploitation ramené à 60.6%.

BBG CI tient, solidement, son gème rang sur une place bancaire, déjà fortement concurrentielle, et qui de surcroît, vient d'accueillir deux nouveaux arrivants, portant ainsi le total à 26 établissements qui exercent sur ce marché.

D'année en année la banque accroît de façon rationnelle son ancrage territorial et, dans les mois à venir, certaines implantations hors de l'agglomération de la ville d'Abidjan devraient voir le jour, traduisant de ce fait notre souci constant de nous rapprocher de notre clientèle cible.

Par ailleurs, des réformes importantes, tant du point de vue organisationnel, structurel que commercial, sont actuellement mises en œuvre au sein de la banque, avec pour objectif de « renforcer les bonnes pratiques managériales, d'optimiser le développement des activités et de se mettre en conformité avec le nouveau dispositif prudentiel et les pratiques de bonne gouvernance ».

Car c'est dès maintenant que BBG CI doit se préparer à faire face aux défis que les mutations de la profession de banquier et les nouvelles exigences du marché ne manqueront pas de lui imposer.

Encore une fois, le Conseil d'Administration adresse ses vives félicitations à l'équipe dirigeante et au personnel de la banque, pour les remarquables performances réalisées ces dernières années, et leur renouvelle sa confiance pleine et entière pour relever les challenges qui nous attendent.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. AMADOU KOUYATE



III. COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2016

III.1. Environnement professionnel

L'environnement politique ivoirien a été riche en événements en 2016.

Il faut citer en premier lieu le référendum portant sur la révision de la constitution avec la création de la Vice-Présidence de la République et les élections législatives, respectivement tenus en octobre et décembre 2016.

La Côte d'Ivoire a officiellement déposé sa candidature pour l'un des postes non permanents renouvelables au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, pour la période allant de 2018 à 2019.

L'attentat de Grand-Bassam en Côte d'Ivoire, survenu le 13 mars 2016, est sans doute l'événement le plus douloureux que le pays aura connu cette année.

Au plan social également, 2016 aura connu une certaine agitation.

L'augmentation du coût de la vie en général et du prix de l'électricité en particulier a engendré une fronde sociale amenant les autorités à reporter le relèvement des tarifs de la Compagnie Ivoirienne d'Electricité.

Les nombreuses manifestations dans les universités ivoiriennes opposant les syndicats d'étudiants aux forces de l'ordre, ont entraîné une série de grèves entravant le déroulement de l'année universitaire et la rentrée scolaire 2016-2017 a également été perturbée par l'opposition d'une partie du corps enseignant à une réforme des plannings de cours.

Au niveau économique, l'adoption du Programme National de Développement (PND) 2016-2020 consacre la transformation structurelle de l'économie, avec pour objectif global à l'horizon 2020 de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent avec une base industrielle solide.

Ceci implique d'entreprendre des réformes de grande ampleur dans de nombreux domaines et d'assurer une bonne insertion de l'économie ivoirienne dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

Le scénario retenu s'appuie sur une croissance forte tirée par des investissements structurants dans les secteurs porteurs de croissance.

La Côte d'Ivoire entend, à travers son processus d'émergence, poursuivre son objectif de croissance rapide et soutenue sur la durée, pour permettre d'atteindre un revenu intermédiaire élevé et une qualité de vie améliorée pour l'ensemble de sa population.

Le CEPICI multiplie les initiatives pour la promotion des investissements privés et le développement de l'entrepreneuriat national. Sur la période de janvier à octobre 2016, ce sont 10 366 entreprises qui ont été créées pour un montant de FCFA 394 milliards d'investissements agréés.

Au niveau de l'environnement bancaire et financier, on note l'arrivée en cours d'année 2016 de deux nouveaux confrères, qui porte à 25 le nombre de banques en Côte d'Ivoire auxquelles s'ajoutent 02 établissements financiers.

Les ressources collectées par l'ensemble des banques ivoiriennes auprès de leur clientèle s'élèvent au 31 décembre 2016 à FCFA 6 632 milliards. Sur l'année, les dépôts bancaires auront progressé de FCFA 674 milliards, soit 10.95 % de hausse.

Les emplois bancaires sous forme de crédit à la clientèle représentent au 31 décembre 2016 un montant total de FCFA 5 301 milliards contre FCFA 4 599 milliards un an plus tôt, soit une progression de 15.26%, donc supérieure à celle des ressources.

En conséquence le coefficient de réemploi continue de s'améliorer en se situant désormais à 79.93 %, contre 77.2 % en fin d'année 2015.

Les parts de marché restent concentrées sur les huit premières banques du classement, avec 79.26 % des disponibilités collectées auprès de la clientèle et 81.2 % des crédits distribués.

III.2. Revue d'activités pour l'exercice clos le 31 décembre 2016

La BBGCI a maintenu sa position de gème banque du secteur bancaire ivoirien avec une part de marché, au niveau de la collecte des ressources auprès de la clientèle, se situant au 31 décembre à 3.08 %, contre 2.92% à fin 2015.

Les dépôts de la clientèle courante ont connu une croissance significative, grâce notamment à la progression régulière de la part du réseau.

En 2016, deux nouvelles agences ont été mises en service dans l'agglomération d'Abidjan, dont l'une hébergeant également un centre d'affaires pour les Petites et Moyennes Entreprises.

Le développement de la banque a nécessité d'étendre les locaux du siège de la banque situés au sein de l'immeuble TEYLIOM, dont BBG CI est ainsi devenue le principal occupant.

L'effectif au 31 décembre 2016 est de 182 personnes (en progression de 11.6% par rapport à fin 2015).

Au cours de l'année 2016, les autorités monétaires ont concrétisé deux projets importants: la révision du Plan Comptable Bancaire et la transposition dans l'UEMOA du dispositif de Bâle II et Bâle III. Les délais de réalisation sont fixés au 1er janvier 2018 avec une période de test (double comptabilisation) sur l'année 2017 pour ce qui concerne le nouveau Plan Comptable Bancaire. S'agissant de la transposition des normes de Bâle II & III, elle interviendra également à partir du 1er janvier 2018, mais un délai de cinq ans sera accordé aux banques pour leur mise en conformité, notamment en matière de fonds propres.

Dans le courant de 2016 et avec l'assistance de spécialistes du domaine, de vastes travaux d'évaluation et d'analyse du modèle interne de BBG CI ont été initiés, pour préparer efficacement la satisfaction de ces nouvelles exigences réglementaires.

En fin d'année 2016, diverses manifestations ont célébré le 10ème anniversaire de la BBG CI auprès des clients, des Autorités nationales et des partenaires divers, et également avec tous les collaborateurs sans lesquels les réalisations et performances de ces dix années n'auraient pu être possibles.

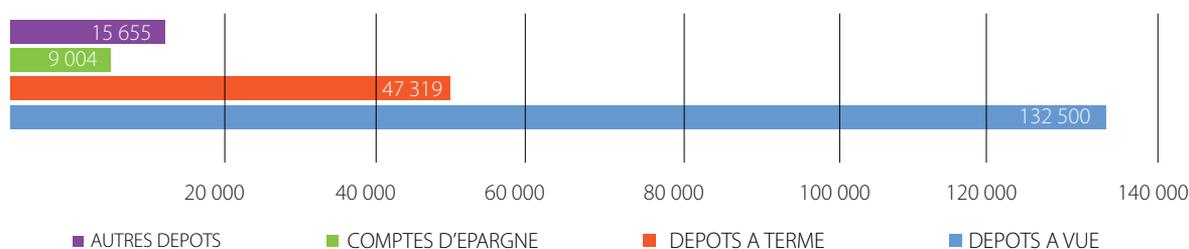
ACTIVITE

S'élevant à FCFA 242 milliards au 31 décembre 2016, le bilan de la banque s'inscrit en augmentation de 10.3% depuis la fin de l'année précédente.

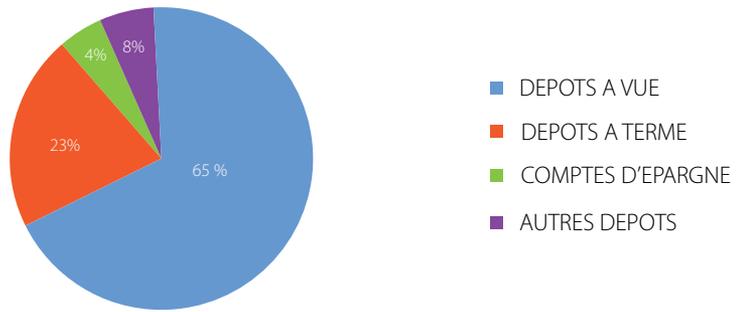
RESSOURCES

Au 31/12/2016, le total des ressources collectées auprès de la clientèle s'élève à FCFA 204 milliards, en augmentation de 5.6% par rapport à la fin de l'exercice précédent.

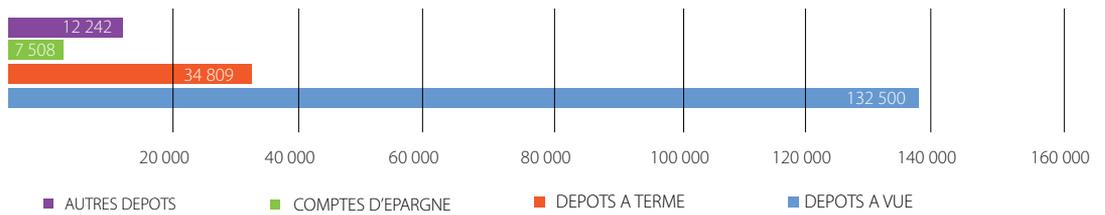
RESSOURCES 2016



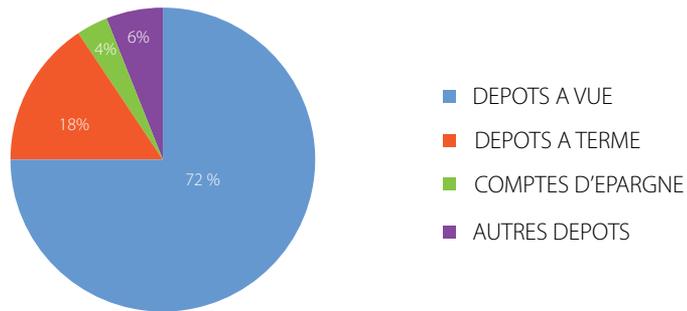
RESSOURCES 2016



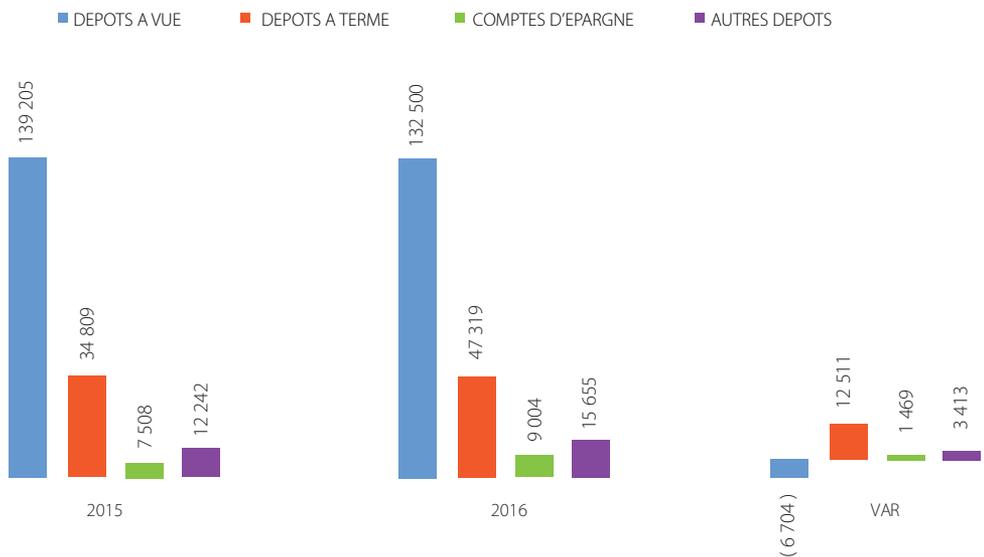
RESSOURCES 2015



RESSOURCES 2015



VARIATION RESSOURCES 2015-2016



Dans le détail on observe que les dépôts à vue terminent l'exercice en dessous du niveau de fin 2015 (-4.8%).

Les autres rubriques affichent toutes des progressions importantes sur l'année. C'est le cas notamment des comptes à terme avec 38% de croissance et qui représentent désormais 23% des dépôts contre 18% en fin 2015 (à noter que 59% des dépôts à terme sont collectés auprès des particuliers et assimilés). Une augmentation des comptes d'épargne de 20% confirme la montée en puissance du réseau.

Les autres dépôts ont poursuivi leur progression (+ 28% sur l'année) et cette catégorie de ressources stables et non rémunérées (dont 68% concernent les entreprises) représente au 31/12/2016 près de 8% de l'ensemble.

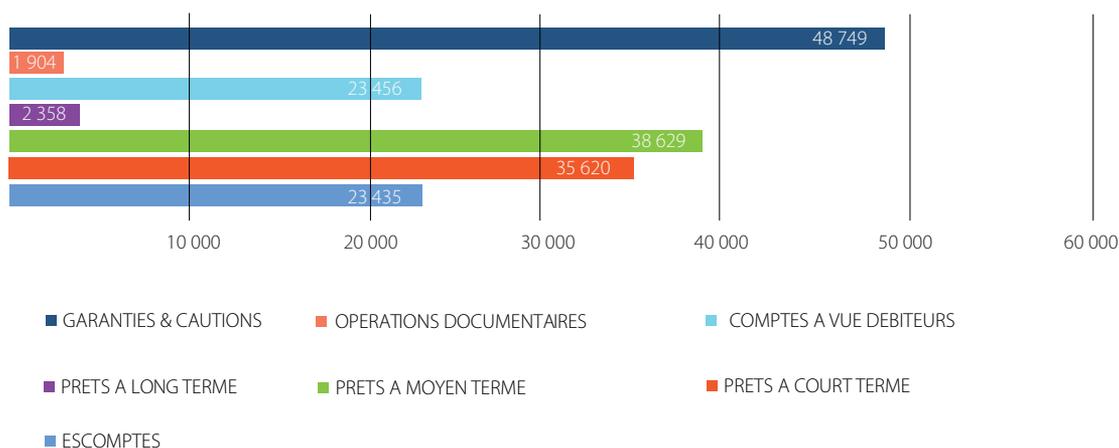
La banque n'a eu aucun recours de type interbancaire tant au niveau du refinancement auprès de la BCEAO que des emprunts chez les confrères.

EMPLOIS

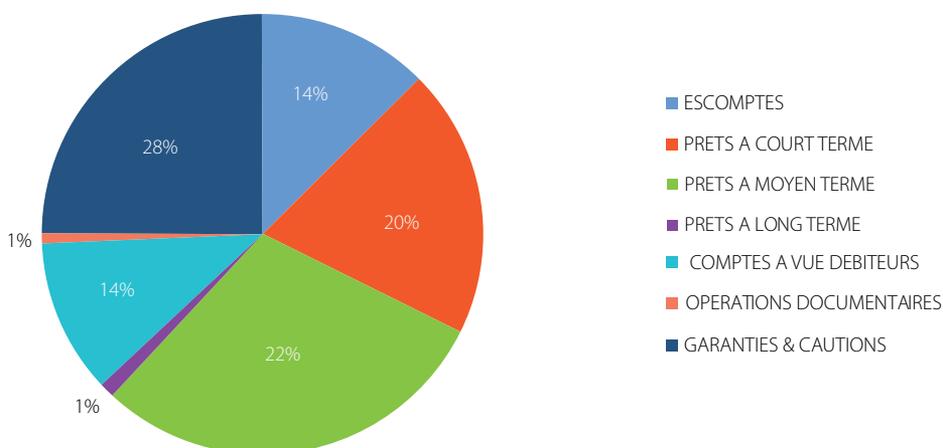
Le total des crédits par décaissement accordés à la clientèle se situe à FCFA 123.5 milliards au 31 décembre 2016, en progression de 14% par rapport à la fin de l'année précédente.

Il est à ce niveau plus intéressant de considérer les encours moyens de l'exercice qui affichent quant à eux une hausse de plus de 40%.

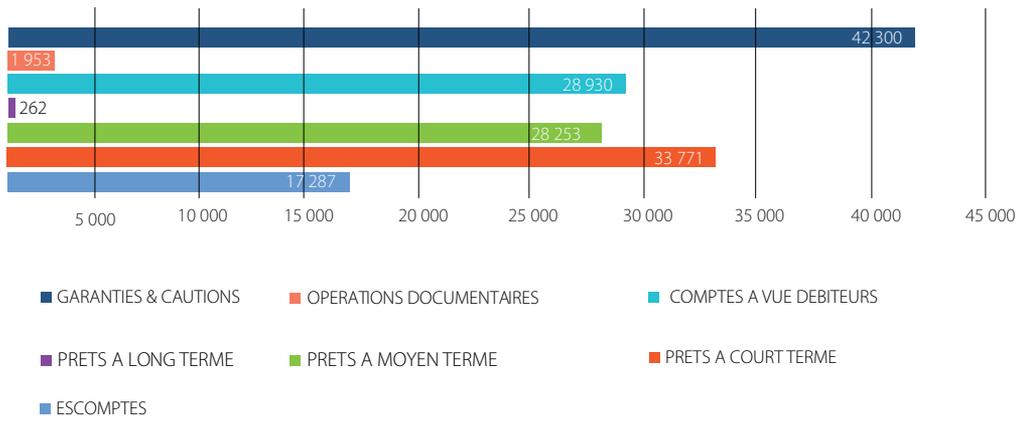
EMPLOIS 2016



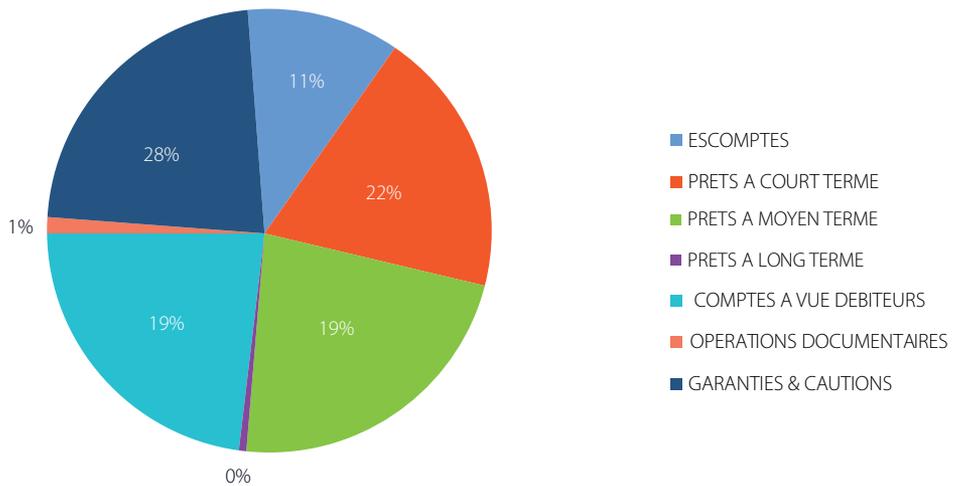
EMPLOIS 2016



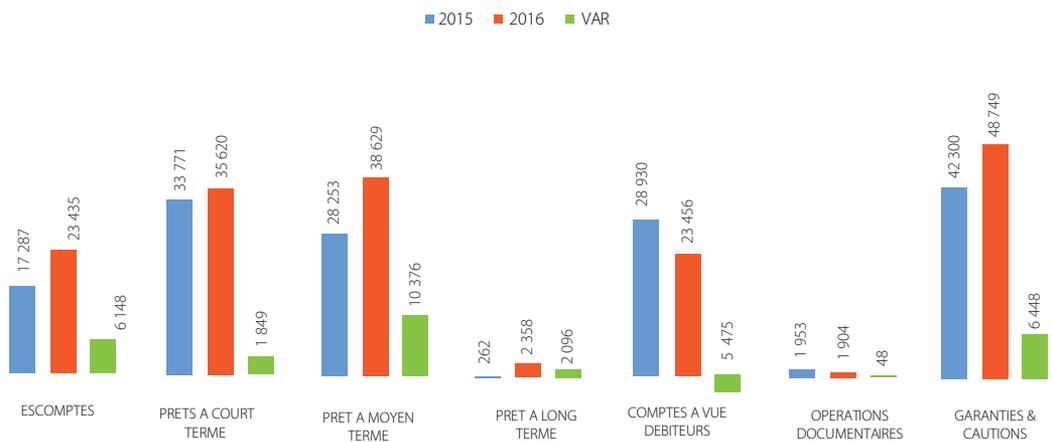
EMPLOIS 2015



EMPLOIS 2015



VARIATION EMPLOIS 2015-2016



L'escompte de papier commercial (dont 95% concerne les « entreprises » et 5% « réseau » en fin d'exercice) a notamment retrouvé un niveau conséquent après deux années de régression, avec une progression de 60% en encours moyen entre 2015 et 2016. Pour cette forme de financement, la part de marché de BBG CI se situe à fin 2016 à 8.8%.

Les crédits de campagne, qui intéressent exclusivement la clientèle d'entreprises, se situent à fin 2016 à un niveau inférieur à celui de fin 2015, en raison de l'adoption d'une politique prudente envers la clientèle des exportateurs de produits de base.

Les découverts (75% « entreprises » et 25% « réseau » au 31/12/2016) progressent en moyenne de 19% au cours de l'exercice, mais terminent l'exercice à un niveau exceptionnellement bas (FCFA 23 milliards contre un encours moyen de FCFA 34 milliards).

Après une très forte augmentation en 2015, les crédits à court terme (durée inférieure ou égale à deux ans), ont progressé de 12% en 2016. La part des entreprises dans l'utilisation de crédits à court terme s'est accrue, se situant à 85% en fin d'exercice contre 79% un an plus tôt.

Les crédits à moyen terme (durée comprise entre deux et dix ans) ont progressé de plus de 50% en encours moyen. La part des entreprises dans ce type de concours s'est renforcée en 2016 avec 62% au 31/12/2016, contre 56% en fin 2015, l'autre partie étant représentée par des prêts d'équipement, voire immobiliers, accordés aux particuliers et aux SCI.

Par contre, les crédits à long terme (durée supérieure à 10 ans) concernent principalement la clientèle de particuliers et assimilés qui en représente 94% au 31/12/2016, et sont essentiellement constitués de prêts immobiliers à caractère hypothécaire. L'intervention de BBG CI dans ce domaine a débuté en 2015 et elle progresse fortement, l'année 2016 ayant connu une augmentation de 800% de nos prêts à long terme.

Les créances douteuses nettes s'élèvent à FCFA 356 millions, pour une prévision budgétaire de FCFA 1.122 millions, mais le taux de dégradation du portefeuille se situe fin 2016 à 7% contre 6.6% en fin 2015.

Les crédits par signature, qui concernent à 92% la clientèle d'entreprises, ont progressé de 14% sur l'exercice. La faiblesse des opérations de crédit documentaire déjà observée au cours des années précédentes s'est poursuivie, confirmant l'obsolescence de cette formule considérée comme sécurisante mais extrêmement lourde pour les différents intervenants. Les cautionnements et autres garanties progressent par contre de 17.2% de fin 2015 à fin 2016.

Les emplois en trésorerie au 31/12/2016 inscrivent une légère diminution par rapport à ceux de fin 2015. Mais cette diminution ne se ressent que sur les avoirs détenus auprès de la BCEAO.

Les placements de trésorerie connaissent au contraire une augmentation de 6%, se situant à FCFA 53 milliards au 31/12/2016. Ils sont constitués à hauteur de 40% par des bons et titres du Trésor Public ivoirien et pour 56% par des prêts interbancaires accordés à des confrères nationaux et de la sous-région. Le complément correspond aux avoirs en devises (euro essentiellement) détenus auprès de correspondants bancaires internationaux en couverture des besoins de transactions courants.

RENTABILITE

Produits et charges en intérêts

La rentabilité de l'activité d'intermédiation en 2016 est globalement satisfaisante.

Avec un niveau de FCFA 11.4 milliards en progression de 28% par rapport à 2015, les intérêts perçus sur la clientèle confirment le niveau moyen satisfaisant des encours de crédit.

Un résultat satisfaisant est également observé sur les opérations de trésorerie, et plus précisément sur les produits de prêts interbancaires qui ont progressé de plus de 80% par rapport à l'exercice précédent.

Le total des produits en intérêts de l'exercice s'élève à FCFA 14 105 millions.

Les intérêts versés à la clientèle ne progressent que de 9% par rapport à 2015.



Ces différents éléments ont engendré un produit net en intérêt de FCFA 11.157 millions, en progression de 31% sur l'exercice précédent.

Commissions

En 2016 les commissions et revenus divers ont enregistré une progression de 9.4%.

Les commissions sur comptes occupent toujours la première place au sein de cette rubrique.

Le revenu des opérations en devises se situe à un niveau inférieur à celui de l'exercice précédent.

Le revenu des crédits par signature est conforme aux prévisions.

Les commissions générées par WESTERN UNION déclinent par rapport à l'exercice précédent, mais les revenus de la monétique progressent de façon significative (+43% sur l'année).

Les opérations d'Investment Banking ont retrouvé un certain niveau en 2016 et leurs produits ont représenté pour l'année un montant de FCFA 276 millions.

En 2016, la part des commissions dans l'ensemble des revenus de la banque régresse, avec un niveau de 27% contre 30% en 2015. Elles assurent néanmoins la couverture des charges de personnel et de 20% des autres frais généraux.

Produit Net Bancaire

Le Produit Net Bancaire (PNB) de l'année 2016 s'élève à FCFA 16.318 millions, en progression de 23.5% par rapport à l'exercice précédent.

Charges d'exploitation

Les frais de personnel ont progressé de 18.3% par rapport à 2015, soit de façon inférieure à l'évolution du PNB, témoignant ainsi d'une amélioration de notre productivité.

Les autres frais généraux enregistrent une augmentation de 32.6% liée à la croissance et au développement de la banque qui induisent un accroissement des charges d'exploitation et de logistique, telles que les surfaces occupées par exemple.

Par ailleurs, des charges exceptionnelles sont venues cette année augmenter le volume de nos frais généraux.

Certaines modérations significatives ont au contraire été observées au niveau des charges diverses d'exploitation, des frais de transport et du personnel extérieur.

Les amortissements de l'exercice s'élèvent à FCFA 1.150 millions, soit 8.5% de plus qu'en 2015 malgré l'importance des investissements réalisés.

Le coefficient d'exploitation (total des frais de fonctionnement et des amortissements rapporté au PNB) de l'exercice ressort à 60.6%.

La dotation brute aux provisions pour créances douteuses s'élève à FCFA 2 908 millions pour l'exercice. Ce montant exceptionnellement élevé est dû à deux importants dossiers, provisionnés parallèlement aux actions entreprises en vue du recouvrement de nos créances. Les reprises de provisions ont atteint FCFA 963 millions et globalement la dotation nette de l'exercice représente ainsi FCFA 1 945 millions.

Le coût net du risque (dotations provision nette/PNB) se situe en 2016 à 11.9% contre 7.9% l'année précédente et le taux de provisionnement des créances douteuses se situe désormais à 96.2% contre 92% en 2016.

Une dotation aux provisions pour risques et charges de FCFA 134 millions a par ailleurs été constituée, se décomposant en FCFA 94 millions pour la provision des indemnités de départ à la retraite et FCFA 40 millions pour la couverture d'une fraude sur chèque pour laquelle un dossier d'indemnisation a toutefois été présenté à l'assureur.

La provision pour FRBG a été dotée conformément au budget.

Après une imposition de FCFA 796 millions, l'exercice 2016 se termine par un bénéfice net de 3 314 millions.

III.3. Conclusion et perspectives

De façon globale, l'exercice 2016 aura été une bonne année pour la BBG CI.

Sur sa clientèle courante la banque a atteint son objectif de croissance supérieure à celle de l'ensemble du marché bancaire et la répartition des dépôts s'est améliorée, avec un renforcement de leur partie stable, réduisant ainsi le risque de liquidité.

Le développement du réseau et l'importance grandissante de la clientèle de particuliers et assimilés est également un élément favorable, qui se confirme par certains indicateurs (progression des prêts à long terme et des comptes d'épargne par exemple).

La recherche d'une clientèle institutionnelle nouvelle a été menée avec succès et les premiers résultats obtenus devraient se renforcer progressivement.

S'agissant de la rentabilité, les éléments de revenus progressent de façon satisfaisante grâce à une optimisation des paramètres de facturation (choix des formules les plus rémunératrices, niveau des commissions...) et ce, malgré un contexte concurrentiel très agressif.

Les charges d'exploitation sont maîtrisées et d'importantes dépenses exceptionnelles et non budgétisées, en relation avec les divers chantiers de réorganisation entrepris ou consécutives aux actions de recouvrement, ont pu être absorbées sans que le coefficient d'exploitation ne se détériore.

Le résultat avant impôts et provisions a connu une progression considérable (FCFA 6.430 millions en 2016, contre FCFA 5.188 millions en 2015, soit +24%).

Un sinistre majeur est par contre intervenu au niveau de deux dossiers de crédit. Les actions en recouvrement entreprises devraient permettre de recouvrer ultérieurement les créances, tout au moins de façon partielle, mais par prudence une provision intégrale a été constituée à la clôture de l'exercice 2016. Sans ces deux dossiers, la charge nette de provisionnement se serait avérée très légère, en raison de l'importance des récupérations obtenues au cours de l'exercice.

En dépit de ces différentes charges imprévues, l'exercice se termine par un bénéfice net de FCFA 3.3 milliards, qui permettra d'assurer une correcte rémunération des actionnaires, tout en renforçant les fonds propres de la banque.

Au-delà des aspects chiffrés, l'année 2016 a été marquée au sein de la BBG CI par d'importantes réformes menées le plus souvent avec l'assistance d'experts dans les domaines concernés. Ces projets et actions se situent dans différents secteurs de l'activité et de la gestion bancaire. Leurs efforts sont pour certains déjà perceptibles mais la transformation attendue doit se poursuivre sur les prochains exercices au bénéfice de BBG-CI et de sa clientèle.

IV. PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat de la Bridge Bank Group Côte d'Ivoire ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Bancaire (PCB) applicable aux banques et établissements financiers des pays membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) qui est entré en vigueur depuis le 1er janvier 1996, ainsi qu'aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire en Côte d'Ivoire.

IV.1. Comptabilisation des produits et charges bancaires

Les intérêts et charges assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru prorata temporis. Les commissions correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de l'opération.



IV.2. Opérations en devises

Les positions de changes sont évaluées aux cours de changes officiels de fin de période. Tous les actifs et passifs libellés en monnaies étrangères et figurant au bilan sont donc évalués aux cours de changes officiels en vigueur à la clôture de l'exercice. Les gains ou pertes de changes latents ou définitifs sont constatés à la fin de chaque période au compte de résultat en contrepartie des comptes de contre-valeur de position de changes.

IV.3. Crédits à la clientèle

Les crédits à la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les banques et établissements financiers et sont ventilés en fonction de leur nature et de leur échéance conformément aux instructions du Plan Comptable Bancaire (PCB). Ils sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Les crédits pour lesquels la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements, donnent lieu, par le débit du compte de résultat, à la constitution de provisions pour créances douteuses appréciées par dossier et compte tenu des garanties détenues. La banque applique notamment les dispositions de l'instruction n° 94-05 (remaniées le 5 janvier 2000) du PCB, relative à la comptabilisation et au provisionnement des engagements en souffrance.

IV.4. Indemnités de départ à la retraite

Les engagements de la BBG CI vis-à-vis de ses salariés au titre des indemnités de départ à la retraite résultant des dispositions de la convention collective interprofessionnelle de Côte d'Ivoire ne sont constatés en charge qu'au moment du départ à la retraite des agents concernés. La provision pour indemnités de départ à la retraite n'est donc pas intégralement retranscrite en comptabilité. Le passif social de la Banque, évalué selon la méthode actuarielle conformément à la norme IAS 19, s'élève à FCFA 93 millions au 31 décembre 2016.

V. ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2016

V.1. Bilan & hors bilan au 31 décembre 2016

BILAN (en millions de F CFA)		
ACTIF	MONTANTS NETS	
	exercice 2015	exercice 2016
CAISSE	3 305	2 039
CREANCES INTERBANCAIRES	67 008	63 341
-A vue	40 933	36 209
.Banques Centrales	37 533	31 109
.Trésor Public	0	2 859
.Autres établissements de crédit	3 401	2 241
-A terme	26 075	27 132
CREANCES SUR LA CLIENTELE	108 503	123 499
-Portefeuille d'effets commerciaux	17 181	23 073
.Crédits de campagne	0	0
.Crédits ordinaires	17 181	23 073
Autres concours à la clientèle	62 997	77 321
.Crédits de campagne	8 236	7 131
.Crédits ordinaires	54 760	70 190
Comptes ordinaires débiteurs	28 326	23 104
Affacturage	0	0
TITRES DE PLACEMENT	20 897	21 126
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	297	398
CREDIT-BAIL	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	306	428
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 169	4 506
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0
AUTRES ACTIFS	14 456	24 120
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	1 172	2 167
TOTAL DE L'ACTIF	219 113	241 623

BILAN
(en millions de F CFA)

PASSIF	MONTANTS NETS	
	exercice 2015	exercice 2016
DETTES INTERBANCAIRES	5	5 355
-A vue	5	5 355
.Trésor Public, CCP	0	0
.Autres établissements de crédit	5	5 355
-A terme	0	0
DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	193 763	204 478
-Comptes d'épargne à vue	7 508	9 004
-Comptes d'épargne à terme	0	0
-Bons de caisse	0	0
-Autres dettes à vue	141 952	136 331
-Autres dettes à terme	44 304	59 143
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	0	0
AUTRES PASSIFS	10 324	14 191
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	1 034	2 134
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	136	173
PROVISIONS REGLEMENTÉES	0	0
COMPTES BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES	0	0
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	1 004	1 257
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	0	0
RESERVES	849	722
ECART DE REEVALUATION	0	0
CAPITAL	8 500	10 000
REPORT A NOUVEAU (+/-)	678	0
RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	2 820	3 314
TOTAL DU PASSIF	219 113	241 623

BILAN
(en millions de F CFA)

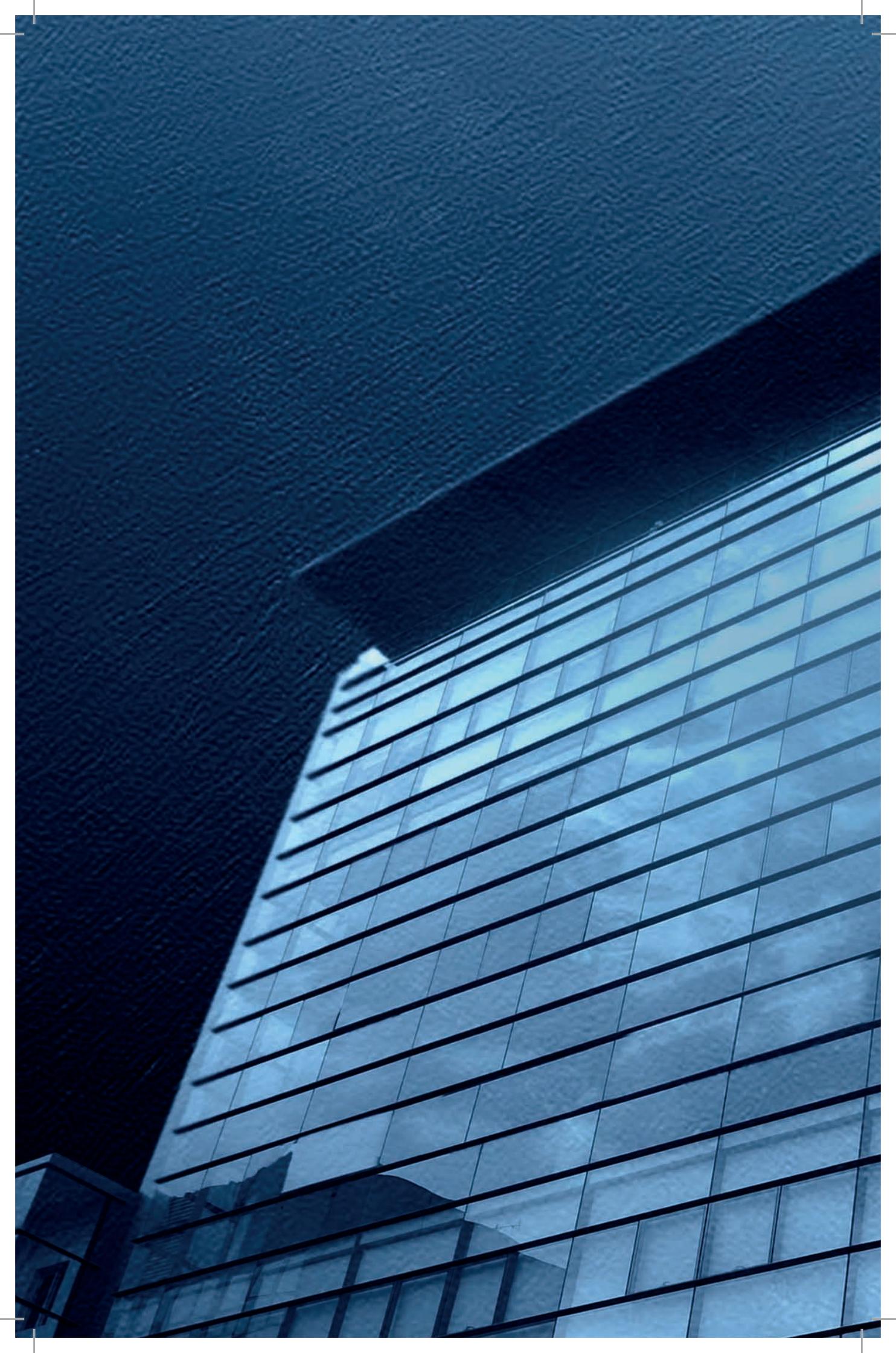
HORS BILAN	MONTANTS NETS	
	exercice 2015	exercice 2016
ENGAGEMENTS DONNES		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	1 953	1 904
En faveur d'établissements de crédit	0	0
En faveur de la clientèle	1 953	1 904
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	42 300	48 749
D'ordre d'établissements de crédit	0	0
D'ordre de la clientèle	42 300	48 749
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
ENGAGEMENTS RECUS		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
Reçus d'établissements de crédit	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	131 464	165 166
Reçus d'établissements de crédit	5 400	3 939
Reçus de la clientèle	126 064	161 228
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

V.2. Compte d'exploitation au 31 décembre 2016

BILAN (en millions de F CFA)		
PRODUITS	MONTANTS NETS	
	exercice 2015	exercice 2016
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	9 788	12 946
-Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	839	1 529
-Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	8 949	11 417
-Produits et profits sur prêts et titres émis subordonnés	0	0
-Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
-Autres intérêts et produits assimilés	0	0
PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
COMMISSIONS	3 831	4 075
PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	2 776	2 113
-Produits sur titres de placement	1 442	1 159
-Dividendes et produits assimilés	0	0
-Produits sur opérations de change	361	28
-Produits sur opérations de hors bilan	973	926
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE	77	427
MARGES COMMERCIALES	0	0
VENTES DE MARCHANDISES	0	0
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	86	88
REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
SOLDE EN CORRECTION DE VALEUR SUR CREANCES ET DU	0	0
HORS BILAN		
EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS	0	0
POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	8	25
PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	9	1
PERTE DE L'EXERCICE	0	0
TOTAL DE L'ACTIF	16 574	19 675

BILAN
(en millions de F CFA)

CHARGES	MONTANTS NETS	
	exercice 2015	exercice 2016
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	2 733	2 948
-Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires	30	3
-Intérêts et charges assimilées sur dettes à de la clientèle	2 703	2 945
-Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre	0	0
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires ou d'associés et sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0
-Autres intérêts et charges assimilées	0	0
CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
COMMISSIONS	571	341
CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
-Charges sur titres de placement	0	0
-Charges sur opérations de change	0	0
-Charges sur opérations de hors bilan	0	0
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE	26	35
ACHATS DE MARCHANDISES	0	0
STOCKS VENDUS	0	0
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION	7 204	8 833
-Frais de personnel	3 155	3 719
-Autres frais généraux	4 049	5 114
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	1 060	1 150
SOLDE EN PERTE DE CORRECTIONS DE VALEUR SUR	1 140	1 981
CREANCES ET DU HORS BILAN		
EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU	253	254
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	41	16
PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	3	8
IMPOT SUR LE BENEFICE	724	796
BENEFICE DE L'EXERCICE	2 820	3 314
TOTAL	16 574	19 675







BRIDGE BANK GROUP
CÔTE D'IVOIRE

